

OTC

Le gouvernement arménien absent des événements de l'anniversaire du Karabakh

Les responsables du gouvernement arménien ont refusé d'assister jeudi aux cérémonies officielles à Stepanakert pour marquer le 30e anniversaire de la création de la République du Haut-Karabakh.

L'Arménie était représentée aux cérémonies par une délégation multipartite de son parlement dirigée par le vice-président Ruben Rubinian.

Un porte-parole du gouvernement a déclaré que Pachinian ne s'était pas rendu au Karabakh à cette occasion car il était actuellement en vacances.

Le ministre arménien de l'Industrie de haute technologie, Vahagn Khatchatourian, a toutefois déclaré que le Premier ministre et les membres de son cabinet évitaient les célébrations pour des considérations politiques.

Tigran Abrahamian, membre de l'opposition de la délégation parlementaire en

visite au Karabakh, a déploré l'absence des responsables du gouvernement arménien, affirmant que Pachinian ne voulait pas mettre l'Azerbaïdjan en colère.

« Si nous acceptons les règles du jeu dictées par l'Azerbaïdjan, nous accélérerons et achèverons la perte de l'Artsakh », a déclaré Abrahamian, faisant référence à la défaite de l'Arménie dans la guerre de l'année dernière contre le Karabakh.

Pachinian s'est rendu pour la dernière fois à Stepanakert pendant la guerre de six semaines.

Le Premier ministre a félicité les Arméniens du Karabakh à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de leur république dans un communiqué publié jeudi. Il a réitéré que le conflit du Karabakh n'était toujours pas résolu et qu'Erevan continuerait de défendre un règlement basé sur le droit des Arméniens du Karabakh à l'autodétermination.

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, a déclaré à plusieurs reprises que l'Azerbaïdjan avait mis fin au conflit avec sa victoire dans la guerre. Il a déclaré qu'Erevan devrait donc reconnaître la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Karabakh à travers un « traité de paix » proposé par Bakou.

D'autres hommes politiques arméniens, notamment les anciens présidents nés au Karabakh, Serge Sarkissian et Robert Kotcharian, ont également fait des déclarations à cette occasion. Sarkissian a de nouveau blâmé les dirigeants actuels de l'Arménie pour l'issue de la guerre.

« Nous aurions gagné s'ils n'avaient pas discrédité et purgé nos forces armées et remplacé les commandants expérimentés par des conformistes avant la guerre de 44 jours et géré la guerre de manière inefficace », a-t-il accusé.

2- Le Courrier d'Erevan

03/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-russie-se-declare-prete-oeuvrer-pour-le-rapprochement-des-relations-entre-larmenie-et>

La Russie se déclare prête à œuvrer pour le rapprochement des relations entre l'Arménie et la Turquie

La Russie a enregistré et bien reçu les signaux positifs d'un rapprochement entre l'Arménie et la Turquie a indiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova lors de son briefing hebdomadaire, rapporte l'agence Armenpress.

« La Russie, est comme vous le savez, est toujours en faveur de la normalisation des relations arméno-turques. La Russie qu'il faut se souvenir, a directement participé par le passé à cet effort d'intermédiaire pour ce rapprochement. Ainsi en 2009 nous avons soutenu les accords de Zurich qui prévoyaient l'établissement par étapes des relations entre l'Arménie et la Turquie, sans conditions préalables » dit Maria Zakharova.

Selon la représentante du ministère russe des Affaires étrangères, la Russie n'a pas joué qu'un rôle d'intermédiaire mais a travaillé en réalisant des pas constructifs.

« Par la suite, les parties n'ont pas réalisé ce rapprochement et cela c'est la volonté de chaque Etat. Nous sommes actuellement prêts à aider le rapprochement des deux pays voisins sur la base du respect mutuel et en tenant compte des intérêts de chacun » dit Maria Zakharova. _____

3- Les Nouvelles d'Arménie

03/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=82980

Un célèbre chirurgien arménien et opposant politique victime d'une crise cardiaque au lendemain de son arrestation

Un éminent chirurgien arménien, député par ailleurs de l'opposition au Parlement, a été victime d'une crise cardiaque au lendemain de son arrestation la semaine dernière, a fait savoir mercredi 1^{er} septembre son avocat, qui a exigé sa libération. Armen Charchian, qui dirigeait le Centre médical Izmirlian d'Erevan, est poursuivi pour des pressions présumées exercées sur ses employés pour qu'ils votent aux élections législatives anticipées du 20 juin. Il avait été arrêté une première fois trois jours après être élu au Parlement arménien sous l'étiquette de la principale formation d'opposition, l'alliance Hayastan, dirigée par l'ex-président Robert Kotcharian. A.Charchian, qui récuse ces accusations comme politiquement motivées, avait été libéré contre caution au commencement de son procès un mois après . Il avait été renvoyé en prison le 23 août après que la Cour d'appels d'Arménie eut contesté la décision prise par le juge présidant le procès.

A. Charchian a été conduit en urgence à l'hôpital Nork-Marash d'Erevan, une clinique spécialisée dans les problèmes cardiaques, le jour suivant. Le directeur de l'hôpital, Mikael Adamian, a confirmé mercredi que l'homme âgé de 61 ans avait été victime d'une crise cardiaque. M.Adamian a précisé que sa situation actuelle était "modérément grave" et avait ajouté que le député d'opposition, qui souffre aussi de diabète, devait rester à l'hôpital. L'avocat d'A.Charchian, Erik Andreasian, a demandé, dans le même temps, une audience immédiate à la cour sur sa demande de libération contre caution de son client, qui « ne saurait rester en détention dans ces circonstances », a-t-il précisé. L'avocat et l'alliance Hayastan affirment que l'arrestation d'A.Charchian est illégale car elle n'est pas permise par le Parlement. Les procureurs sont passés outre cet argument en faisant valoir qu'il ne bénéficiait pas de l'immunité parlementaire face à des poursuites de la justice car il avait été inculpé avant son élection à l'Assemblée nationale, un argument invoqué par le parquet pour placer en détentions d'autres députés de l'opposition, notamment de la circonscription du Syounik. A.Charchian est l'un des trois membres emprisonnés du Parlement représentant le bloc d'opposition de Robert Kotcharian. Les deux autres avaient été arrêtés en juillet dans des affaires distinctes de corruption qu'ils avaient récusées avec la même véhémence. A.Charchian avait été accusé de pression sur des électeurs après la diffusion par une ONG d'un enregistrement audio piraté d'une rencontre pré-électorale qu'il aurait organisée avec ses employés au Izmirlian Medical Center. Il leur aurait dit qu'ils devaient participer aux élections ou faire face sinon à un "traitement bien plus dur" par la direction de l'hôpital. Le médecin, pour sa défense, a souligné qu'il avait seulement appelé ses employés à accomplir leur devoir civique le 20 juin, sans menacer de renvoyer qui que ce soit. Andreassian, de son côté, a fait valoir que l'enregistrement audio ne porte que sur une petite partie des propos tenus par Charchian lors de cette réunion et qu'une retransmission plus longue de son intervention, présentée par les avocats de la défense, montre que l'ancien directeur de l'hôpital avait clairement fait savoir qu'il n'exercerait aucune sorte de "répressions" contre quiconque refuserait d'aller voter.

par [Garo Ulubeyan](#)

02/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=82972

La Russie ne permettra pas que le peuple arménien (de l'Artsakh) soit humilié sur sa terre historique

Konstantin Zatuline : la Russie ne permettra pas que le peuple arménien d'Artsakh soit humilié sur sa terre historique, a déclaré le premier vice-ministre du Comité de la Douma.

Konstantin Zatulin, premier vice-président du Comité de la Douma d'État russe sur la CEI, l'intégration eurasienne et les relations avec les compatriotes, a adressé aujourd'hui une lettre de bienvenue aux participants du Forum ProArtsakh, consacré au 30^e anniversaire de la proclamation de la République d'Artsakh (Nagorno -Karabakh).

Zatulin dit dans sa lettre qu'il pense que la guerre de l'année dernière dans la zone de conflit du Haut-Karabakh n'aurait pas dû avoir lieu et que les peuples russe et arménien ont beaucoup perdu à cause de ce conflit sanglant.

« A Stépanakert et à Erevan, ainsi que dans le monde entier, le peuple doit savoir que la Russie ne permettra pas que le peuple arménien soit humilié en toute impunité sur sa terre historique. La garantie de cela est la présence de casques bleus russes en Artsakh", a déclaré Zatuline.

Zatulin a regretté de ne pas pouvoir participer personnellement au Forum cette fois-ci, étant donné que la campagne électorale dans le district de Sotchi entre dans la phase finale la plus cruciale (Zatulin se présente au parlement depuis le district de Sotchi dans le sud de la Russie qui a une très grande forte

communauté arménienne).

« Mais mentalement, nous sommes ensemble. J'espère qu'après les élections, je ferai mes premiers voyages à l'étranger en Arménie et au Haut-Karabakh », a-t-il déclaré.

Le 2 septembre marque le 30^e anniversaire de la proclamation de la République d'Artsakh.

Le 27 septembre 2020, les forces armées azerbaïdjanaises, soutenues par la Turquie et des mercenaires et terroristes étrangers, ont attaqué le Haut-Karabakh sur toute la ligne de front à l'aide de roquettes et d'artillerie, de véhicules blindés lourds, d'avions militaires et d'armes interdites telles que les bombes à fragmentation et armes au phosphore.

Après 44 jours de guerre, le 9 novembre, les dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie ont signé une déclaration sur la cessation de toutes les hostilités. Selon le document, la ville de Shushi, les districts d'Agdam, Kelbajar et Lachin ont été remis à l'Azerbaïdjan, à l'exception d'un couloir de 5 kilomètres reliant le Karabakh à l'Arménie.

Un contingent russe de maintien de la paix a été déployé le long de la ligne de contact au Karabakh et le long du corridor de Lachin.

par [Jean Eckian](#)

5- Les Nouvelles d'Arménie

02/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=82968

Le Vatican ouvre un bureau de représentation diplomatique en Arménie

Le bureau de la délégation pontificale ou de l'ambassade du Saint-Siège de l'Eglise catholique romaine du Vatican vient d'ouvrir ses portes à Erévan le 1^{er} septembre. Le nonce du pape en Arménie est l'Archevêque José Bettencourt. Le bureau est situé dans le centre d'Erevan, sur l'avenue du Nord. Le Vatican inaugurerà sous peu officiellement son bureau en Arménie. M^{gr} José Bettencourt est le nonce papale -représentant du Vatican- en Arménie et en Géorgie. Il était jusqu'à présent délégué à Tbilissi (Géorgie). Désormais il aura la mission de Tbilissi et d'Erévan.

6- Marianne

03/09/2021

Clarification : Macron soutient les Kurdes ... Tous ?

Lors de son récent déplacement en Irak, Emmanuel Macron a fait un saut remarqué au Kurdistan irakien. L'opération de com a été une réussite : la France, officiellement, soutient le peuple kurde. À l'heure où l'Élysée a décidé de continuer la lutte contre l'État islamique (EI) dans la région, il n'est pas idiot, en effet, de vouloir s'appuyer sur celles et ceux qui ont été les combattants les plus courageux et efficaces pour repousser l'EI, en Syrie comme en Irak.

Seulement voilà, au sein de ce « peuple kurde » comme on le résume - quelque 40 millions de personnes réparties entre l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie -, chacun n'entendra pas ce soutien de la même manière. Lors de son discours, à quelques pas de la place Danielle-Mitterrand à Erbil (Kurdistan irakien), le président Macron n'aura guère eu à s'employer pour convaincre le gouvernement régional autonome local, partenaire économique et politique déjà ancien de la France. « *Nous continuons de soutenir les combattants de la liberté, en particulier les peshmergas kurdes, qui se battent avec nous contre Daech...* », a-t-il ainsi déclaré.

Mais si les peshmergas de l'armée kurde d'Irak ont été des acteurs importants pour reprendre Mossoul et ses environs à l'EI en 2017, d'autres Kurdes, au moment de la vague djihadiste déferlant sur la région en 2014, ont été aux avant-postes pour en contenir les flux meurtriers. Les combattants syriens du YPJ-YPG (unités de protection du peuple) ont été décisifs pour repousser à Kobané, dans le Rojava (Kurdistan syrien), l'attaque massive de Daech. Leur héroïsme a changé la face de la guerre. Ce qui n'a pas empêché la France de les abandonner en 2019 sans explication.

Il est vrai que les tendances révolutionnaires de ces Kurdes-là, et leur accointance avec le PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan), formation marxiste en guerre contre Ankara depuis des décennies et placée sur la liste des groupes terroristes par l'UE et les États-Unis, en refroidissent certains. Ce sont pourtant ces mêmes soldats du PKK qui, dès 2014, infligèrent à Mossoul de sérieux revers à Daech. Eux aussi qui ont aidé leurs frères de Syrie à Kobané. De ces Kurdes de Turquie, Emmanuel Macron n'a pu parler qu'en catimini. Et pour cause : à quelques kilomètres de là, l'armée d'Erdogan, et ses supplétifs islamistes, sont en train de les combattre...

7- Les Nouvelles d'Arménie

02/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=82976

La Russie soutient l'intensification des travaux des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE sur le règlement du Karabagh

Lors de son briefing hebdomadaire à Moscou, Maria Zakharova la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a affirmé que la Russie soutient l'intensification des travaux des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE sur le règlement du Haut-Karabakh sur la base du mandat existant.

La porte-parole de la diplomatie russe a affirmé « *Compte tenu du suivi adéquat des nouvelles réalités régionales, nous pensons que la troïka des coprésidents*

peut contribuer à renforcer la confiance entre Erevan et Bakou, ainsi qu'à résoudre les problèmes humanitaires. Cela servirait à discuter de questions politiques ... Le nouveau coprésident russe du Groupe de Minsk de l'OSCE Igor Khovayev est actuellement en voyage régional. Il a déjà eu des entretiens avec les dirigeants azéris, des réunions similaires sont prévues à Erevan ». La Russie, la France et les Etats-Unis sont coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, un groupe qui resta plus que discret lors de la guerre de 44 jours en Artsakh et qui désire reprendre l'initiative des négociations sur le conflit arméno-azéri en Artsakh.

Krikor Amirzayan

8- Les Nouvelles d'Arménie

03/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=82993

Le ministre arménien de la

Défense a reçu des responsables du ministère russe de la Défense pour des entretiens

A Erévan, Archak Karapetyan le ministre arménien de la Défense a reçu hier 2 septembre une délégation de responsables militaires du ministère russe de la Défense pour des entretiens.

La délégation russe était venue en Arménie pour participer à des entretiens dans le cadre de la coopération militaire arméno-russe a indiqué le ministère arménien de la Défense.

La délégation russe était conduite par le général Velary Zhilan. Le contenu des entretiens n'a pas été communiqué par le ministère arménien de la Défense. Mais on peut penser que les discussions ont porté sur le réarmement et la modernisation de l'armée arménienne, la défense de l'Arménie face à l'agression turco-azérie et la situation en Artsakh. Erévan affirme que le ministre Le chef de la délégation du ministère russe de la défense, le général Valery Zhilan, a informé le ministre arménien de la défense de la direction et de l'ampleur des travaux à venir, et a précisé les questions à discuter.

Au cours de la réunion, le ministre Archak Karapetyan « *a présenté le cadre des questions qui sont très importantes pour la partie arménienne* ». Par ailleurs, la situation aux frontières et la sécurité sont parmi les premiers enjeux de l'armée arménienne deux thèmes qui furent selon toute probabilité abordés lors de cette rencontre militaire arméno-russe.

Krikor Amirzayan

02/09/2021

Nouvelle augmentation des cas de COVID-19

Les hôpitaux arméniens ont à nouveau du mal à faire face aux cas de coronavirus qui ont commencé à augmenter lentement mais régulièrement il y a plus de deux mois.

Le ministère arménien de la Santé a rapporté mercredi matin que 615 personnes ont été testées positives au cours de la dernière journée, contre moins de 100 cas par jour régulièrement enregistrés début et mi-juin. Il a également enregistré 15 décès supplémentaires directement ou indirectement causés par le COVID-19.

Le vice-ministre de la Santé, Gevorg Simonian, a tiré la sonnette d'alarme mardi soir sur la situation épidémiologique, affirmant qu'elle « se détériore de plus en plus ».

Dans une publication sur Facebook, Simonian a averti que les 14 hôpitaux du pays qui traitent les patients atteints de COVID-19 n'ont actuellement que 235 lits vacants. « Environ 700 patients sont dans un état grave et 125 autres dans un état critique », a-t-il écrit.

« La situation est vraiment tendue et préoccupante », a déclaré mercredi Naira Stepanian, directrice adjointe de l'hôpital Nork d'Erevan pour les maladies infectieuses.

Selon Stepanian, l'unité de soins intensifs de l'hôpital de Nork n'avait que deux lits disponibles mercredi matin. Pratiquement tous les patients traités là-bas avaient moins de 60 ans, signe supplémentaire que le variant Delta, plus contagieux, est également répandu en Arménie.

En réponse à la dernière résurgence des cas de coronavirus, le gouvernement arménien s'est engagé ces dernières semaines à durcir son application des règles anti-épidémiques qu'il a imposées l'année dernière. Les règles incluent le port obligatoire du masque à l'intérieur des bus, des magasins et des bureaux.

Cependant, la plupart des Arméniens ne portent toujours pas de masques à l'intérieur.

La propagation de la maladie est également facilitée par un rythme très lent de la campagne gouvernementale de vaccination contre le COVID-19 lancée en avril.

Selon le ministère de la Santé, un total de 275 138 vaccins ont été administrés dans le pays d'environ 3 millions au 29 août. Seulement 98 586 personnes, soit moins de 5 pour cent de la population, ont été complètement vaccinées.

Le ministère a enregistré à ce jour un peu plus de 6 000 décès liés au coronavirus.

10- France Musique

03/09/2021

<https://www.francemusique.fr/emissions/maxxi-classique/-komitas-le-sentiment-et-l-esprit-de-l-armenie-97836>

Komitas : le sentiment et l'esprit de l'Arménie

Komitas était prêtre apostolique, compositeur et ethnomusicologue. Son travail pionnier sur les musiques traditionnelles arméniennes avant le génocide arménien, son oeuvre musicale et son destin tragique ont fait de lui un héros national.

Il s'appelait **Soghomon Sghomonyan** mais on le connaît mieux sous son nom religieux : **Komitas**, le nom dont il a hérité lorsqu'il est devenu prêtre apostolique en 1894. Au **Séminaire Gervokyan** en Arménie, Komitas a appris le chant et la composition. C'est là qu'il a commencé l'oeuvre de sa vie à savoir la collecte et l'étude d'environ **1200 thèmes populaires arméniens, kurdes, et turcs**. Grâce à ce travail pionnier d'ethnomusicologue, ses textes et les conférences qu'il a donnés dans toute l'Europe, Komitas a pu **mettre en lumière des éléments rythmiques et mélodiques propres à la musique arménienne**. Il a également **préservé tout un patrimoine musical** qui aurait pu disparaître totalement lors du génocide arménien en 1915.

Comme les Hongrois **Béla Bartók ou Zoltán Kodály** pour ne citer qu'eux, Komitas a mis à profit sa connaissance des chants traditionnels pour composer sa propre musique dans un style populaire.

Bien qu'une grande partie de son oeuvre ait été détruite pendant le génocide, quelques pièces témoignent justement du **folklore imaginaire de**

Komitas. C'est le cas par exemple de *Kagavik* (La Perdrix). Une comptine dans le style populaire arménien, inventée par Komitas et qui est aujourd'hui chantée dans toutes les écoles d'Arménie!

Kagavik (ou *Gakavik*) est extraite des *Quatorze miniatures*. Il s'agit de la seule pièce du recueil qui ait été véritablement composée par Komitas, le reste des miniatures étant des **transcriptions de chants traditionnels**. Des airs qui connaissent encore aujourd'hui de nombreuses transcriptions car ils sont considérés comme un trésor national. Sans Komitas, cette mélodie intitulée *Guruna* et qui évoque "un printemps où il neige encore" ne serait peut-être jamais devenu le **symbole du printemps du génocide arménien**.

Avant sa déportation en 1915 dont il ne se remettra jamais - il finira sa vie dans un hôpital psychiatrique de Villejuif -, Komitas avait un jour décrit la musique arménienne ainsi : « **Les fières montagnes, les vallées profondes, les champs, le climat varié, les nombreux événements historiques. Tout cela constitue les matériaux d'une musique nationale, en un mot, tout ce qui touche aux sentiments et à l'esprit de cette nation.** »

(Emission à écouter en ligne)

11- Nor Haratch Hebdo

02/09/2021

L'Azerbaïdjan accusé de déclencher des feux de forêt à la frontière

Des responsables arméniens ont accusé les troupes azerbaïdjanaises d'avoir déclenché des incendies de forêt près de deux villages frontaliers de la province arménienne de Gegharkounik pour infliger davantage de dégâts aux agriculteurs locaux.

Les villages de Sotk et de Kout sont situés le long d'une des portions de la frontière arméno-azérie que les forces azerbaïdjanaises auraient franchi en mai pour avancer de quelques kilomètres en territoire arménien.

Les feux de forêt y auraient éclaté lundi, détruisant les pâturages et les meules de foin appartenant aux villageois locaux, fortement dépendants de l'élevage. Selon des responsables locaux, rien que mardi, 160 hectares de terres ont été incendiés.

Les incendies ont été éteints autour de Sotk mais ont continué de faire rage près de Kout mercredi. Des photographies et des vidéos diffusées par les médias arméniens montraient des pompiers et des résidents locaux essayant d'éteindre les flammes.

Gevorg Galstian, le chef de la branche Gegharkounik du service de secours arménien, a déclaré que le terrain montagneux de la région rendait impossible pour ses pompiers l'utilisation de camions de pompiers.

Hakob Avetian, maire de la communauté de Gegharkounik comprenant Sotk et Kout, a accusé des soldats azerbaïdjanais déployés sur les collines voisines d'avoir

mis le feu aux champs locaux.

Le médiateur arménien des droits de l'homme, Arman Tatoyan, a également imputé les incendies aux troupes azerbaïdjanaises déployées sur le « territoire souverain de l'Arménie ».

« À la suite de ces actions entreprises par les militaires azerbaïdjanais, les pâturages appartenant aux résidents civils sont détruits et les gens sont privés de leurs moyens de subsistance », a déclaré Tatoyan dans un communiqué publié mardi soir.

Bakou a nié que ses forces aient délibérément provoqué les incendies de forêt. Il maintient également qu'ils ne sont pas entrés en territoire arménien en mai.

Les agriculteurs de Sotk, Kout et de deux villages voisins ont perdu l'accès à certains de leurs pâturages d'été en raison de l'avancée des troupes azerbaïdjanaises.

12- Eurasianet

02/09/2021

<https://eurasianet.org/despite-positive-rhetoric-armenia-azerbaijan-peace--talks-a-distant-prospect>

Despite positive rhetoric, Armenia-Azerbaijan peace talks a distant prospect

Both sides have suggested they are ready to sit at the table. But they both have set preconditions unacceptable to the other.

[Joshua Kucera](#)

For months, Azerbaijani officials have been [talking up the need](#) to reach a comprehensive peace deal with Armenia to finally resolve their decades-long conflict. “If we do not have a peace agreement with Armenia, it means that there is no peace,” President Ilham Aliyev said in June. In recent weeks Armenia has begun to make similar proposals; Prime Minister Nikol Pashinyan has [said](#) repeatedly that “the negotiating process should be resumed in full.”

But the prospect of the two leaders sitting at the negotiating table nevertheless remains a distant one.

As much as last year’s war dramatically shifted the dynamics of the conflict, the fundamental disagreement that has divided the two sides since the 1980s remains

the same: the status of the Armenian-populated region of Nagorno-Karabakh.

While the Armenian side has effectively given up its claim on the seven Azerbaijani territories it formerly occupied surrounding the Soviet-era Nagorno-Karabakh Autonomous Oblast, it continues to demand Armenian control over Nagorno-Karabakh itself, including the parts over which Azerbaijan regained control last year, such as Shusha and Hadrut. Azerbaijan, meanwhile, has said it will [no longer entertain](#) even any sort of autonomous status for Karabakh's Armenians inside Azerbaijan, let alone any Armenian sovereignty over Karabakh.

Both sides have presented their positions on the future as red lines which they will not cross, making the prospect of real negotiations a faint one.

“That’s the challenge for any mediator here, you have what appear to be completely mutually exclusive positions and completely contrary narratives,” a senior diplomat familiar with the negotiations told Eurasianet on condition of anonymity. “And we need to find some way through that. That’s the reality right now.”

Last year’s 44-day war ended with a [Russia-brokered ceasefire statement](#) that stipulated the return of many territories to Azerbaijan, the unblocking of transportation routes between the two sides, and a Russian peacekeeping force to monitor the new order. To finally resolve the conflict, however, will require a comprehensive peace deal.

Before last year’s war, the negotiations aimed at reaching such a deal were mediated by the OSCE’s Minsk Group, led by France, Russia, and the United States. But that body [has been sidelined](#) as a result of the war, and Russia has assumed the dominant role in mediating.

Russian President Vladimir Putin co-signed last year’s ceasefire, and a tripartite commission consisting of the deputy prime ministers of Armenia, Azerbaijan, and Russia are working out the practical implementation of the agreement, in particular the reopening of transportation links around the region. (That commission had [suspended its work](#) in the spring amid rising tensions, but on August 17 resumed operations with a [meeting in Moscow](#).)

The Minsk Group co-chairs have [continued to offer their services](#) for more substantial negotiations, and Armenian officials’ recent statements have

emphasized the role they hope the group plays in potential talks. “If negotiations begin some time, a part of them will have to be on the status of Nagorno-Karabakh, on the basis of the already determined principles of the OSCE Minsk Group,” [said](#) Ararat Mirzoyan, Armenia’s [newly appointed](#) foreign minister, during an August 31 visit to Moscow.

This is a shift for Armenia and for the Pashinyan government in particular; previously the Minsk Group’s operating framework – known generally as the Madrid Principles – was [politically toxic](#) in Armenia. But that was before the most unacceptable element of the principles, the return to Azerbaijan of the occupied territories surrounding Karabakh, was rendered moot by Azerbaijan’s military victory last year.

Azerbaijan, meanwhile, has in the post-war period been heaping scorn on the Minsk Group, complaining that international mediators failed to solve the conflict for nearly three decades and deeming the body irrelevant. But Baku has not been as explicit about who it sees as a potential replacement mediator, if any.

“For now, I think Russia” is Baku’s preferred broker, said Fariz Ismailzade, the vice rector of Baku’s ADA University. The sticking point is France, which has increasingly taken pro-Armenian positions in the conflict, Ismailzade said. “But if France softens up and focuses on the issue of integrating Armenians into Azerbaijan rather than the status issue, then the Minsk Group can come back again,” he told Eurasianet.

While Azerbaijan’s position is that the question of the status of Karabakh’s Armenians is already resolved – they are citizens of Azerbaijan just like any other and all that remains is to integrate them – that is belied by the situation the ground, where a 2,000-strong Russian peacekeeping force is deployed in the territory that is still de facto administered by the self-proclaimed Nagorno-Karabakh Republic.

“The reality on the ground is that Azerbaijan does not have control of that territory right now,” the diplomat said.

According to the ceasefire agreement, the Russian peacekeepers are to remain in Karabakh until 2025, with a possible extension that either side could veto. Azerbaijan would have an obvious interest in blocking the extension, as it would then have a relatively free hand to assert its full control over the region.

But the diplomat said it was unlikely the Russians would leave without being confident that the Karabakh Armenians' security and identity were ensured.

“What happens at the end of the five-year mandate is a very open question,” the diplomat said. “If, between now and then, there can be a resolution of their situation so that there is no longer a need for protection, that would be the optimal outcome. But that requires a huge increase in the trust level.”

While the two sides still maintain incompatible positions on the question of Karabakh's status, there can still be some room for would-be mediators to bring the sides together, in particular helping them [delineate and demarcate their border](#). But here, too, the negotiations run up against another disagreement that parallels one of the fundamental disputes from before the war: [whether to resolve issues in phases](#) or all at once in a package deal.

“Some of the very delicate discussions going on now are, is it possible to engage in a way that addresses the issues like the border, that everyone agrees need to be addressed, and puts off the more difficult discussions until later,” the diplomat said. “Is there a way to do that that doesn't take it off the table entirely? At what point does that issue get addressed?”

For now, despite the stated readiness to talk to each other, both sides are more talking past each other and making their respective cases to external audiences, the diplomat said.

“Both sides fundamentally want to have a peaceful path to the future for their people, and they realize they can't get that without resolving the issues they now face,” the diplomat said. “But we've got to get through this very difficult impasse first.”

Joshua Kucera is the Turkey/Caucasus editor at Eurasianet
